

La semaine dernière, une délégation régionale UFAP est venue à la rencontre des agents du SPIP MF et MO de Saint Etienne.

Nous tenons remercier tous les personnels pour leur bon accueil et pour nos échanges.

Lors de cette visite, nous avons pu mesurer les effets de la politique d'austérité à l'œuvre. Le SPIP de Saint Etienne n'échappe pas à la règle. Chronique ordinaire d'un service sous-doté en moyens humains.

➤ En MO, depuis le mois de septembre 2024 et **le non-renouvellement des deux contractuels personnels administratifs**, l'ensemble du service a été impacté par les carences RH des PA. **A l'heure actuelle, la situation des PA est toujours chaotique au SPIP de Saint Etienne.** Les agents doivent jongler entre différents postes, multiplier les casquettes et les compétences pour assurer la continuité du service public. Il manque à minima un poste de PA à temps plein pour retrouver de la sérénité au travail, répondre aux besoins de service publics locaux et permettre enfin aux personnels de travailler dans des conditions dignes.

La situation des ASE est critique. Deux ASE gèrent plus de 300 mesures de DDSE et leur nombre est en constante augmentation notamment en raison des effets de la surpopulation carcérale... Sans l'arrivée récente du renfort en provenance de Lyon, le service n'aurait tout bonnement pas pu faire face au flux. Aucun renfort n'est attendu alors qu'il manque 400 postes de surveillants dans la DI de Lyon dans tous les établissements et qu'aucun poste d'ASE n'a été ouvert à la dernière mobilité. En attendant, les ASE stéphanois turbinent à plein et sans toucher terre ce qui engendre un stress dévastateur synonyme de risques psycho-sociaux... Derrière les chiffres et les tableaux Excel, ce sont des collègues qui craquent, qui s'usent et qui perdent progressivement le sens de leurs missions. **Et que dire du projet d'une direction aux abois qui envisagent d'avoir recours aux réservistes pour la pose des DDSE ?** On note une fois de plus le grand écart entre les moyens alloués et la réalité de terrain...

Quant aux CPIP, la cadence est soutenue. Pour certains professionnels à temps plein, les effectifs flirtent avec la centaine de mesures. **Des agents sont en souffrance.** Ils ont aujourd'hui le sentiment d'être réduits à des statistiques, à des délais et à des objectifs chiffrés, loin de la réalité humaine des prises en charge qu'ils assurent au quotidien. Ils se sentent abandonnés et peu écoutés par leur direction qui, comme tant d'autres, réduit toute l'intensité et la complexité de leur travail d'accompagnement au quotidien à la rédaction des RIE et aux actions collectives. L'absence de supervision pour prendre du recul sur des situations complexes a été évoquée. Dans des métiers confrontés quotidiennement à la détresse sociale, aux violences, aux addictions et à la misère humaine, laisser les agents seuls face à certaines situations devient irresponsable. La vétusté des locaux est revenue dans nos échanges car, sans climatisation dans certains bureaux, c'est peu de dire que l'été sera chaud. Une autre problématique devient source de tension dans les services : la promotion à la classe

exceptionnelle par le tableau d'avancement. Sans critères clairs, soumis à l'opacité et au fait du prince avec des règles plus ou moins explicites érigées ou pas dans les services, des CPIP ont le sentiment de subir l'arbitraire, l'inique et le mépris de leur hiérarchie qui font fi de leur engagement sur toute une carrière, parfois d'une durée de plusieurs décennies. Cette opacité nourrit un profond sentiment d'injustice et détruit peu à peu la confiance des personnels envers leur hiérarchie.

➤ A la Talaudière, les agents nous ont fait part des problèmes structurels inhérents à toutes les maisons d'arrêt : charges de travail exponentielles en raison de la surpopulation carcérale, dégradation du sens des missions et des interventions depuis l'avènement des libérations sous contraintes et de la réforme des réductions de peine. Mais cerise sur le gâteau pour les agents, **ils pâtissent de l'absence de coordinateur des activités. Un surcroît de travail pour les agents du SPIP et un non-sens absolu dans cette Maison d'arrêt qui dépasse plus de 450 détenus et une surpopulation qui atteint un taux de 173%**. Dans ces conditions, prétendre maintenir des prises en charge de qualité relève désormais davantage de l'affichage politique que de la réalité de terrain. Pour la prévention de la violence et la canalisation des tensions au sein de l'établissement, on repassera ! **Cette absence se double avec celle de l'assistante sociale** dont le départ récent fait cruellement défaut au SPIP. Face à une population pénale de plus en plus précaire, les CPIP sont sollicités sur des tâches qui ne relèvent pas stricto sensu de leur champ de compétence comme, par exemple, aider à la constitution de dossiers de surendettement...

Suite à ces rencontres, à tous les niveaux de la pyramide, L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon s'engage à peser de tout son poids pour :

- **Obtenir des postes pour répondre aux carences RH au SPIP de Saint Etienne (PA, ASE, CPIP, coordonnateur d'activité, assistant social en milieu fermé).**
- **Maintenir la pression à tous les niveaux dans notre lutte contre la surpopulation carcérale dans la continuité du mouvement du 27/04.**
- **Continuer d'agir pour obtenir de la transparence et des critères plus justes sur l'épineuse question des tableaux d'avancement.**
- **Agir pour permettre que la parole des agents en difficulté ne soit pas mise sous le boisseau notamment en concrétisant un plan de prévention annuel des risques psycho-sociaux en local dans le cadre de la formation spécialisée.**

Les agents du SPIP de Saint-Étienne ne demandent ni privilèges ni passe-droits. Ils demandent simplement les moyens humains, matériels et institutionnels nécessaires pour exercer leurs missions correctement, sans sacrifier ni leur santé ni leur vie personnelle.

Derrière chaque poste vacant, chaque surcharge de travail et chaque absence de réponse institutionnelle, ce sont des femmes et des hommes qui tiennent encore le service public à bout de bras.

Jusqu'à quand ?